Janvier Février 1978

BULLETIN DE LIAISON ENTRE TRAVAILLEURS

2

LA MYSTIFICATION ELECTORALE

HÉ LES GARS ET LES FILLES ! NE VOUS LAISSEZ PAS PIÉGER PAR LES ÉLECTIONS MEILLEUR MOYEN TROUVÉ PAR LE CAPITAL POUR VOUS INTÉGRER AU SYSTÈME POUR FAIRE EN SORTE QUE VOUS VOUS SENTIEZ MOMENTANÉMENT INVESTIS D'UN POUVOIR DE DÉCISION EN VOUS DILUANT DANS LE "PEUPLE" OU LA "NATION" AVEC TOUTES LES AUTRES CLASSES DE LA SOCIÉTÉ : commerçants, paysans, patrons... NOUS N'AVONS RIEN A FAIRE SUR CE TERRAIN ! NOS INTÉRETS NE PEUVENT ETRE DÉFENDUS QUE PAR NOUS-MÊMES A TRAVERS LES ORGANES AUTONOMES QUE NOUS NOUS DONNERONS DANS NOS LUTTES ! CONTRE TOUS CEUX QUI NE VISENT QU'A PERPÉTUER L'EXPLOITATION DU TRAVAIL SALARIÉ (syndicats partis) QUE LE CAPITAL SOIT PRIVÉ OU NATIONALISÉ !

POUR CE QUI EST DES OUVRIERS, IL EST AVANT TOUT BIEN ETABLI QU'ILS RESTERONT, APRES COMME AVANT, DES SALARIES; LA SEULE CHOSE QUE LES PETITS-BOURGEOIS DEMOCRATIQUES SOUHAITENT AUX OUVRIERS, C'EST UN MEILLEUR SALAIRE ET UNE EXISTENCE PLUS ASSUREE; ILS ESPERENT Y ARRIVER PAR L'OCCUPATION PARTIELLE DES OUVRIERS PAR L'ETAT ET GRACE A DES MESURES DE BIENFAISANCE; BREF, ILS ESPERENT AMADOUER LES OUVRIERS PAR DES AUMONES PLUS OU MOINS DEGUISEES ET BRISER LEUR FORCE REVOLUTIONNAIRE EN LEUR RENDANT LEUR SITUATION MOMENTANEMENT SUPPORTABLE...

POUR NOUS, IL NE SAURAIT ETRE QUESTION DE LA TRANSFORMATION DE LA PROPRIETE PRIVEE, MAIS UNIQUEMENT DE SON ANEANTISSEMENT; IL NE SAURAIT ETRE QUESTION DE MASQUER LES ANTAGONISMES DE CLASSES, MAIS DE SUPPRIMER LES CLASSES; NON PAS D'AMELIORER LA SOCIETE EXISTANTE, MAIS D'EN FONDER UNE NOUVELLE.

MARX – ENGELS : Adresse du Conseil central à la Ligue (1850)

Campagne révolutionnaire contre la mystification électorale

Depuis le mois de Juin 1977, nous participons à l'action d'ensemble visant à :

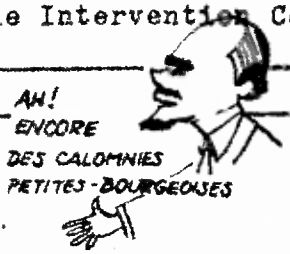
- dénoncer la mystification électorale ainsi que tous ceux qui y participent et le rôle des syndicats dans la défense du Capital,
- développer la formation de groupes de travailleurs communistes ou de groupes autonomes ouvriers en tant que jalons d'intervention dans la classe ouvrière pour contribuer à son auto- organisation.

Cette action d'ensemble s'est traduite dans un premier temps par des réunions de coordination des efforts révolutionnaires aboutissant à la décision de réaliser trois tracts-avec pour thèmes : les syndicats, l'autonomie ouvrière, les élections-avec diffusion chronologique- d'une affiche sur l'autonomie ouvrière et la tenue de réunions publiques.

Cette campagne révolutionnaire a pour l'instant permis l'élaboration et le tirage de deux tracts, d'une affiche et le déroulement d'une réunion publique à Bordeaux le 14 Décembre 1977. Une réunion publique aura lieu prochainement à Clermont-Ferrand (date à fixer ultérieurement).

Les camarades intéressés par cette campagne peuvent nous écrire en sachant que celle-ci est prise en charge par les G.A.O. de Belfort Montbéliard et Clermont-Ferrand, le groupe Pour une Intervention Communiste (P.I.C.) et le B.L.E.T.

BIBLIOGRAPHIE



● *LA COMMUNE DE CRONSTADT _ Crépuscule sanglants des soviets.*

de Ida METT _ Cahiers SPARTACUS, série B, n° 87

Ce livre nous relate l'épopée héroïque dont les marins et les ouvriers de Cronstadt furent les acteurs en 1921. Au sortir d'une période de quatre années de guerre, ayant entrainé la famine et la privation pour la plus grande part de la population russe, une poignée d'hommes ose durant trois semaines défier la dictature bolchéviste. Ces marins et ces ouvriers ont durant ces trois semaines renoué avec la démocratie ouvrière oubliée au lendemain de 1917 et mis en péril, par le caractère exemplaire de leur mouvement, le pouvoir bolchévick lui-même. La répression des Lénine, Trotsky et autres fut à la mesure du danger.

Dans leurs revendications, à la mainmise totale des bolchévicks sur les soviets les cronstadtiens opposaient les élections libres des soviets avec la liberté de presse et de parole pour toutes les fractions politiques.

Aux arrestations, déportations et emprisonnements de toutes sortes qui commençaient à se multiplier, ils opposèrent la libération de tous les prisonniers politiques.

Sur le plan économique, pour faire face à la famine et à la pénurie, ils réclamaient un retour partiel au système de marché pour l'écoulement des produits de la paysannerie (sur ce plan, il est d'ailleurs intéressant de noter que Lénine qui critiqua si vivement les cronstadtiens sur ce point institua quelques mois plus tard la NEP)*.

Contre les privilèges alimentaires de la bureaucratie, ils réclamaient l'égalisation des rations alimentaires.

Aux milices "communistes" dans l'armée et les usines, ils opposaient des milices ouvrières, etc...

Mais le plus grand mérite des cronstadtiens fut encore de traduire leurs revendications par des faits, en les appliquant eux-mêmes, pendant leur lutte. A ce titre, l'apport révolutionnaire des marins et des ouvriers de Cronstadt ne fut surpassé en ampleur que par la hargne de leurs ennemis. Le livre de Ida Mett, une réédition (il fut écrit en 1938), constitue un excellent document sur cette insurrection. On pourra trouver un complément d'information dans "Kronstadt 1921" de Alexandre Skirda, l'auteur situe en effet davantage Cronstadt dans son contexte historique et politique en accordant notamment une plus large place à l'analyse de la

(suite en dernière page)

CONFLIT MICHELIN ET AUTONOMIE OUVRIERE

Répondant à la décision de François Michelin d'imposer le semi-continu, les Bibendums (1) lassés par les grèvettes syndicales, spontanément, en pleine période de fêtes, se mettent en grève. Ils seront plus de treize mille, hors des syndicats, à défiler dans les rues de Clermont, criant leur détermination de s'opposer à Michelin.

Parti spontanément des quatres usines Michelin, ce mouvement n'a pas su s'auto-organiser, en impulsant des assemblées générales souveraines dans leurs décisions, élisant des délégués élus et révocables devant elles. Bien que parti en dehors des syndicats, sceptique et critique vis-à-vis d'eux, le mouvement ne s'auto-organisant pas ne sutque faire et attendit tout des syndicats. Quelle aubaine pour ceux-ci et pour tous les gauchistes de prendre le train en marche, eux qui étaient restées pantois devant la spontanéité du mouvement, il fallut beaucoup d'efforts et de démagogie aux syndicats et aux gauchistes pour briser la lutte.

Toutes les armes furent bonnes. Il y eut les classiques magouilles qui consistent quand on est débordé :

- à organiser 24 H d'action, au niveau national,
- à aller en délégations, comme par exemple chez le ministre du travail en prenant soin de ne prendre rendez-vous pour être certain de n'être pas reçu.

Quand les ouvriers sont en colère, de s'apercevoir qu'on les conduit sur une voie de garage, il faut des boucs émissaires : "Haro sur Beullac!",.. et ça prend encore! Puis comme ça ne suffit pas on fait dans l'ouvriérisme le plus bas: "Haro sur les journalistes, ces vilains bourgeois!". On cherche àisoler le mouvement en le réduisant à Michelin au lieu de le développer aux autres usines et aux autres industries de la région. Le corporatisme est encore une arme efficace contre les ouvriers. Deux nouvelles armes furent employées avec talent, elles se nomment :Démocratie et "Droit de Vivre".

Sous prétexte de Démocratie, de laisser les ouvriers décider par eux-mêmes, on les noie sous un flot de propositions qui vont de la grève de 2 H à celle de 8 H, de la reprise du travail avec de nouvelles formes de luttes, à l'occupation.

Au refus du semi-continu qui a déclenché le mouvement, on ajoute une littérature en douze tomes de revendications. Tout celà a por effet de diviser et d'amener d'interminables palabres qui ne débouchent sur rien ! Quand par hasard comme à l'usine de la Combaude une majorité vote l'occupation, on fait descendre alors des bonzes du P.C. et des syndicats : "Camarades, disent-ils, l'occupation de la Combaude c'est anti-démocratique, une usine seule ne peut pas décider, il faut que les quatres usines votent l'occupation. Ouf, ils ont eu chaud ! Certes dans des petites usines comme à la S.M.G.Montlouis, c'est pratique l'occupation, car contre cinq cents ouvriers il ne faut pas beaucoup de C.R.S. et ça donne l'occasion de négocier la reprise du boulot en demandant le retrait des flics tout en abandonnant les revendications qui avaient déclenché la grève. Mais dix septmille ouvriers ce n'est pas la même histoire, surtout vu la façon avec laquelle ils se sont mis en grève : on ne peut pas être sûr d'eux ! De plus à trois mois des élections c'est trop dangereux. Enfin une partie des ouvriers de la Combaude ne voyait pas l'occupation comme un repli mais comme une base de départ qui permettrait à la lutte de s'étendre à d'autres usines.

Ouf, ils ont eu chaud! Les syndicats ont désamorcé une situation qui aurait pu être exemplaire. Le C.N.P.F. pourra les féliciter de leur loyauté envers le Capital et de leur sens des responsabilités; Michelin pourra augmenter les sommes qui leur sont allouées en ajoutant une prime pour bons et loyaux services.

Le "Droit de Vivre", c'est le nouveau gadget anti-ouvrier. Que nous voulions nos samedi et dimanche, c'est très légitime et le refus du semi-continu qui conduirait à travailler le samedi c'est normal! Pas un ouvrier n'est contre. Mais prendre son pied comme l'ont fait syndicats et gauchistes avec le "Droit de Vivre", de crier "enfin ces pauvres prolos ont une revendication qui n'est pas économique!", alors là, c'est se foutre de la gueule du monde! Pourquoi François Michelin a-t-il pris la décision d'imposer le semi-continu ?... Ce n'était pas économique ?!

Il y a deux ans à Vitoria, Michelin était affronté à la combativité des ouvriers espagnols. Partout dans le monde la classe ouvrière redresse la tête, aussi

Michelin est obligé de lâcher du lest car comme les autres patrons il ne peut pas extraire du boulot des ouvriers toute la plus-value qu'il souhaiterait. De plus la crise mondiale est là. Acause de tout celà il faut se restructurer, investir dans des pays où la main d'oeuvre est moins chère pour augmenter la part de plus-value, investir dans d'autres pays comme les U.S.A. pour maintenir des débouchés.

Mais pour celà, il faut de l'argent, d'où la nécessité de s'affronter aux ouvriers en rentabilisant au maximum les usines existantes afin d'extraire un maximum de plus-value. (2)

Réduire la résistance des Bibendums au semi-continu en une simple lutte pour le "Droit de Vivre" c'est amener le mouvement sur une voie de garage, c'est refuser de montrer que la lutte engagée est celle de toute la classe ouvrière s'opposant à l'exploitation du Capital. Avec les Bibendums elle crie : "Trop c'est trop!".

Elle refuse d'être pressée davantage et en engageant ce combat contre l'augmentation de la plus-value, elle se trouve à une des premières étapes qui devront la conduire à refuser toute plus-value, tout profit qu'il soit "socialiste" ou pas, car elle combattra pour l'abolition du salariat et de l'économie marchande et non pour un Etat qu'il soit "ouvrier, populaire ou démocratique".

Découragés les Michelins ont repris le travail. Si massivement, ils refusent d'aller bosser le samedi, ils se fichent des manifestations et des débrayages syndicaux alors qu'en dehors des syndicats il y avait treize mille ouvriers les premiers jours du mouvement dans la rue, à la dernière promenade de moutons organisée par les syndicats on ne comptait même pas cinq cents bonshommes dont trois cents gauchistes et membres d'appareils syndicaux.

Tout n'est pas perdu, les travailleurs n'ont pas réussi à s'auto-organiser.

Face aux syndicats c'était le vide, mais beaucoup aujourd'hui tirent les leçons de cette grève pour dans un proche avenir, dépasser les limites, les faiblesses du mouvement.

Des noyaux d'ouvriers révolutionnaires doivent se constituer pour être face aux syndicats et aux gauchistes des jalons qui dans le processus favoriseront la prise de conscience, l'auto-organisation en un mot l'AUTONOMIE OUVRIERE.

GROUPE "AUTONOMIE OUVRIERE" de CLERMONT-FERRAND.

Aux lecteurs : Le Vendredi 24 Février 1978 une réunion publique aura lieu à Clermont-Ferrand avec pour thème le conflit Michelin et l'Autonomie ouvrière. Des affiches apposées sur les murs d'usines vous informeront de l'heure et du lieu de la réunion.

Notes du B.L.E.T. concernant le texte:

(1) A propos de l'expression "Bibendums" employée par nos camarades pour désigner les travailleurs de chez Michelin, nous pensons que c'est une erreur car elle peut contribuer à ce que les travailleurs de chez Michelin s'identifient à l'entreprise où ils subissent l'exploitation.

(2) Nous sommes en désaccord avec nos camarades sur cet aspect de leur analyse car selon nous, ce n'est pas parce qu'il ressent la nécessité d'investir que Michelin veut le semi-continu mais parce qu'il recherche une plus grande productivité afin d'avoir une position hégémonique sur le marché.

"...Avec le développement du capitalisme et, plus encore, à l'époque de l'impérialisme, les syndicats se sont transformés toujours davantage en associations gigantesques, qui présentent une tendance à proliférer comparable à celle de l'organisme étatique bourgeois autrefois. Une classe de fonctionnaires, une bureaucratie s'est créée en leur sein et y dispose de tous les éléments de force : l'argent, la presse, la promotion du petit personnel. Elle jouit à bien des égards de prérogatives étendues, tant et si bien que ses membres, placés à l'origine au service de la collectivité, en sont devenus les maîtres et s'identifient eux-mêmes avec l'organisation. Les syndicats ressemblent également à l'Etat et à sa bureaucratie en ceci que, malgré un régime démocratique, les syndiqués n'ont aucun moyen d'imposer leur volonté aux dirigeants; un ingénieux système de réglements et de statuts étouffe en effet la moindre révolte avant qu'elle puisse menacer les hautes sphères."

*Révolution mondiale et tactique communiste" 1920 *texte extrait de "PANNEKOEK ET LES CONSEILS OUVRIERS" Livre réédité de textes d'Anton Pannekoek présentés traduits et choisis par Serge Bricianer. Ouvrage à lire sans...attendre. (Editeur EDI)*

Terrorisme individuel — Terrorisme d'Etat

Les évènements récents ont mis à nouveau en lumière le phénomène du terrorisme. L'affaire de détournement d'un avion par des sympathisants de la Fraction Armée Rouge (R.A.F.) nous intéresse doublement.

Tout d'abord par le choc émotionnel qu'une telle affaire suscite. Chaque fois que de tels évènements se déroulent, l'ensemble de la presse internationale joue pleinement son rôle de mystification donnant l'impression d'une unanimité dans la réprobation de la "violence sauvage". Lorsqu'il y a mort d'homme, comme ce fut le cas à Mogadiscio, l'émotion est à son comble, les passions se déchainent dans de gigantesques proportions, et comme toujours, les réactions passionnelles donc irrationnelles, l'emportent sur l'analyse méthodique,et c'est normal, notre presse n'est pas là pour nous inciter à la réflexion.

Et pourtant, au-delà de tels épisodes, certes dramatiques, l'assassinat, la prise d'otages sont des données constantes de la vie sociale. La différence, c'est que ces assassinats, ces prises d'otages quotidiens sont imperceptibles.

La menace nucléaire et militaire en général, utilisée par les capitalismes nationaux comme moyen de pression les uns sur les autres ne sont jamais que des prises d'otages à grande échelle. Ce sont des populations entières, innocentes, qui sont prises ainsi en otages. Personne ne s'en préocuppe outre mesure. De même, l'obligation quotidienne du travail salarié est une menace intolérable puisque le seul choix qui s'offre à nous est : travailler ou crever. Chaque jour également, le capitalisme tue, en affamant les 2/3 de la population du globe, mais aussi par le travail : des milliers d'hommes chaque jour meurent "d'accidents du travail" dus le plus souvent à des conditions de sur-exploitation. D'autres s'intoxiquent quotidiennement et meurent de ce que l'on appelle "maladies du travail"(sillicose, saturnisme, cancer,etc...). On pourrait citer une liste bien plus longue des meurtres du capitalisme, la place n'y suffirait pas.

D'une manière générale, les rapports entre les capitalistes sont des rapports de violence; les rapports qui s'établissent au sein de la production sont également violents. De même, la violence existe à tous les niveaux de la société : les C.R.S., Guy Lux, l'école, le cinéma, la presse, la société de consommation ne sont que des aspects différents d'une seule et même violence, une violence de classe, celle du capitalisme.

Cette violence là, celà s'appelle du terrorisme d'Etat. Toutefois la violence de l'Etat et la violence individuelle sont corollaires.

La mise en condition violente par le système engendre des réactions violentes de la part de ceux qui y sont soumis. Le terrorisme individuel n'est qu'un aspect de ces réactions, au côtés des grèves, des insoumissions et des refus collectifs ou individuels de toutes sortes. C'est la violence de l'Etat qui engendre la violence individuelle, et non l'inverse; le terrorisme de la "bande à Baader" n'est qu'un produit de la violence globale. Toutefois, si la grève ou une action collective consciente et contrôlée par le prolétariat sont ou peuvent être des éléments positifs (en tant que jalons dans la maturation de la conscience de classe), on ne peut faire l'éloge de ce qui reste action individuelle-même s'il s'agit d'un groupe- ni y voir un signe positif; c'est la preuve de la décomposition du vieux monde, non de l'émergence d'un monde nouveau.

Par sa forme le terrorisme individuel est étranger à la lutte de classe car il est l'oeuvre d'éléments extérieurs au prolétariat. Le terrorisme individuel nie les potentialités révolutionnaires du prolétariat. Dans le cas de la R.A.F., cette négation naît d'une incompréhension totale du processus de maturation de la société.

La conséquence en est que la R.A.F. reproduit (à sa manière) les tares de tous ceux qui se sont substitués ou se substituent au prolétariat. En toute logique (et c'est la réalité) son idéal politique n'est que le capitalisme d'Etat (de type tiers-mondiste). Celà s'illustre parfaitement par le soutien aux luttes de libération nationales et ses sympathies vis-à-vis des organisations palestiniennes et du régime d'Aden. (Jean MARQUE- Décembre 1977)

LE TRAVAIL SALARIÉ est une torture

1. LE TRAVAIL SALARIE

En système capitaliste, l'homme commun n'a d'autres ressources pour subsister que de vendre, chaque jour d'une année et chaque année d'une vie (et pou s'en faut) le potentiel quotidien d'énergie dont il dispose. Ce potentiel quotidien, cela s'appelle la force de travail, et, effectivement, c'est bien dans le travail qu'il va se consumer.

Car il en est ainsi de notre société, le travail (origine latine: trepalium, instrument de torture) constitue aujourd'hui l'essentiel de l'existence de cet homme commun. C'est pourquoi, les hommes communs que nous sommes sont avant tout des travailleurs.

Certes, il existe bien de telles âmes pour nous vanter les mérites de la torture moderne; tel ce curé invitant ses ouailles à mieux trimer pour satisfaire une divinité extra-terrestre, tel ce philosophe parlant de l'aspect enrichissant du travail, comme si l'effort "en soi" et non "pour soi" était enrichissant; tel ce patron philanthrope "offrant" du travail à ses ouvriers; tel cet autre "qui-s'est-fait-tout-seul-à-force-de-travailler".

Mais nous ne sommes pas de belles âmes, nous ne sommes que des travailleurs, et nous disons que l'usine toute la journée, toute une vie n'a rien de réjouissant, nous disons que l'esclavage qui chaque jour de toute une vie tient les comptes au Capital n'est pas heureux, nous disons qu'être enrolés, enfermés huit heures où plus par jour dans une usine, un bureau, où ailleurs et accomplir une tâche monotone, extérieure à soi, rébarbative, fatigante, voire harassante et même humiliante souvent, ce n'est pas enrichissant, c'est même tout le contraire, c'est du vol! Et c'est même un double vol, tant sur le plan humain avec la dégradation, l'ignorance, voire la prostitution de nos facultés créatrices, que sur le plan matériel; on va jusqu'à nous voler les moyens d'une existence digne de ce nom.

2. QU'EST-CE QUE LE SALAIRE ?

Ce que vendent les travailleurs aux capitalistes, c'est leur force de travail. En échange, ils reçoivent un salaire. Il y a échange entre deux valeurs équivalentes. Le salaire n'est donc que le nom particulier donné au prix de la force de travail.

La force de travail ne fut pas toujours une marchandise, l'esclave, sa force de travail y compris, était vendu une fois pour toute à un propriétaire. Sa force de travail était incorporée à tout son être qui n'était en fait qu'une marchandise pouvant passer d'un propriétaire à un autre. Le travailleur salarié par contre se vend lui-même morceau par morceau. Le travailleur n'appartient à personne, mais 8, 9, ou 10 heures de son existence quotidienne appartient à celui qui les achète, mais il ne peut pas refuser de se vendre sans pour cela renoncer à l'existence, il est donc inévitablement tributaire du capitalisme.

3. DETERMINATION DU SALAIRE

Dans les limites des fluctuations de prix sur le marché, le prix de la force de travail sera déterminé par le temps de travail nécessaire pour reproduire cette marchandise; les frais de production de la force de travail sont les frais nécessaires pour conserver le travailleur en tant que travailleur et pour en faire un travailleur. C'est pourquoi le prix de la force de travail sera déterminé par le prix des moyens de subsistance nécessaire au travailleur.

4. RAPPORTS DE PRODUCTION

Dans la production, les hommes n'agissent pas seulement sur la nature, mais aussi et surtout les uns sur les autres. Pour produire, ils entrent en des rapports déterminés les uns avec les autres; ce n'est que dans les limites de ces relations que s'établit leur action sur la nature, la production. Par conséquent, les rapports sociaux suivant lesquels les hommes produisent, les rapports de production changent, évoluent, avec la modification et le développement des forces productives. Dans leur totalité les rapports de production expriment l'état d'une société à un stade historique déterminé.

Aujourd'hui les rapports sociaux dominants sont des rapports de production capitalistes.

Tous les éléments qui entrent dans la composition du Capital(moyens de subsistance, instruments de travail, matières premières,et y compris la force de travail) sont des marchandises. Par conséquent le Capital consiste avant tout en une somme de valeurs d'échange.

Mais la force de travail du travailleur, désormais propriété du capitaliste, va permettre à ce dernier d'obtenir, par son utilisation, une marchandise dont la valeur est supérieure à celle du capital avancé.

Si nous posons: C= Capital constant (matières premières, machines, outils)

V = Capital variable (force de travail)

P = Valeur du produit

Nous pouvons dire : P= C+ V + Pl

Pl représente la plus-value, la part revenant au capitaliste. C'est le profit (expression monétaire) du capitaliste. Cette plus-value, le capitaliste va en utiliser une partie pour sa consommation personnelle, avec le reste il va racheter des machines, des bâtiments, il va embaucher de nouveaux travailleurs afin d'agrandir son entreprise. Cette extension est une nécessité vitale pour le capitaliste, car face à la concurrence de ses congénères, il lui faut sans cesse innover, trouver de nouveaux débouchés, et par conséquent acheter des machines de plus en plus perfectionnées, de plus en plus productives et donc de plus en plus coûteuses. Il réalise donc une accumulation du capital. Dans le processus d'accumulation du capital, le capital constant augmente plus rapidement que le capital variable employé.

A supposer que le rapport Pl/V (plus-value et valeur de la force de travail) reste inchangé, le taux de profit du capitalisme Pl/C + V diminuera. C'est ce que l'on appelle la baisse tendancielle du taux de profit.

Le moyen pour le capitalisme de contrecarrer cette baisse tendancielle du taux de profit est d'élever le taux d'exploitation(c'est-à-dire le rapport Pl/V). Concrètement, cette solution s'exprime par les compressions d'effectifs et de salaires, par l'augmentation de la durée du travail et des cadences. Elle s'exprime aussi par la rationalisation de la production (nlles méthodes d'organisation du travail, automatisation, informatique...). C'est donc au sein de l'entreprise que se noue la première contradiction fondamentale du capitalisme, contradiction entre les intérêts du capitalisme et ceux des travailleurs.

En ce sens, l'entreprise a été et est toujours le terrain privilégié de la lutte des classes.

5. LE ROLE DE L'ETAT

L'exploitation telle que nousvenons de la décrire n'est toutefois pas un phénomène isolé qui se limite au dimension de l'entreprise. Le Capitalisme est un phénomène global qui se situe à un niveau national et même mondial. Confrontés chacun aux mêmes difficultés internes (pression sociale, accumulation du capital), les capitalistes isolés n'ont que de faibles pouvoirs. Il leur faudra en cas de coup dur avoir recours à des moyens plus radicaux que les simples pirouettes habituelles qui sont dans une entreprise le [illegible] et l'autoritarisme. Ces moyens, c'est l'Etat qui va les leur offrir.Cet Etat déjà en son temps, la noblesse s'en servait afin d'assurer sa domination sur le reste de la société. Dans les siècles passés, au fur et à mesure de leur croissance économique, les bourgeois émergèrent en tant que classe sociale et prirent rapidement conscience de la nature contradictoire de leurs intérêts propres et de ceux de la noblesse alors au pouvoir.

Il fallait donc mettre fin à cette situation et en découdre une fois pour toute avec la noblesse, ce qui fut fait un peu partout en Europe entre la fin du XVIIIe siècle et le début du XXe siècle.

Toutefois,la bourgeoisie se rendit vite compte que la"chôse", si gênante qu'elle fut entre les mains d'autrui, prenait un tout autre intérêt entre ses propres mains.

Pour la noblesse, l'Etat était avant tout l'instrument de coercition privilégié, tourné à la fois vers les classes dominées de la société et vers les Etats concurrents afin de préserver le pouvoir économique et politique de la classe dominante.

La bourgeoisie, en s'emparant de cet arsenal répressif n'a cessé, au fil du temps de le diversifier, de l'étendre et de le moderniser. Elle l'utilise parfois directement en envoyant contre les travailleurs en grève les flics (pratique la plus courante), voire l'armée.Elle l'utilise le plus souvent d'une manière détournée. Ainsi se sert-elle de la loi,en tant qu'élément coercitif afin de légitimer son pouvoir et réprimer tout empiètement sur celui-ci. Ainsi se sert-elle de l'école pour inculquer aux enfants des prolétaires sa morale, sa mythologie du travail et pour les préparer à leur insertion dans le processus de production. Ainsi se sert -elle des mass-média pour nous faire ingurgiter la même morale et nous faire oublier la misère de notre condition.

Elle se sert enfin de l'Etat lui-même pour reprendre d'une main ce qui a été donné de l'autre en grèvant les travailleurs d'impôts, de cotisations, de taxes en tout genre afin de couvrir les dépenses improductives (il faut payer les écoles et les maîtres qui nous transforment en un troupeau bêlant, il faut payer les flics qui nous matraquent, payer l'armée qui défend le capital national, payer les fonctionnaires qui organisent tout ce système, etc ...).

Ces tâches sont les tâches traditionnelles de l'Etat (qui a toujours été dans l'Histoire l'instrument de répression des classes exploiteuses) telles qu'elles étaient déjà à l'époque de la noblesse, sous des formes équivalentes ou modernisées.

Toutefois, le rôle de l'Etat bourgeois ne s'arrête pas là, depuis le début du XXe siècle plus qu'un simple instrument du capitalisme, il fait corps avec celui-ci, c'est le capitalisme d'Etat qui se développe.

6. LA TENDANCE AU CAPITALISME D'ETAT

Jusqu'à la fin du XIXe siècle, l'Etat n'assurait pas la direction de l'économie. Ses tâches essentielles constituaient en la défense du capital national contre tout ennemi maid en restant relativement extérieur aux prises de décisions économiques.

Les entreprises étaient pour leur plus grand nombre privées et disposaient d'un pouvoir de décision autonome incontesté. Cette situation correspondait à une période de prospérité et de croissance presque ininterrompue durant tout le XIXe siècle.

La révolution industrielle avait permis un développement des forces productives sans précédent, la création de nouveaux besoins, l'exploitation des empires coloniaux permettait de dégager des ressources et de créer des débouchés d'une ampleur considérable. Toutefois, cette situation euphorique pour le capitalisme international prit soudainement fin au seuil du XXe siècle.

.../...

LE TRAVAIL SALARIE est une torture

La 1ère guerre mondiale marqua les limites de l'expansion capitaliste, l'enjeu du conflit étant avant tout une redistribution du marché de la planète (colonies ...).

L'effort de guerre qui, du fait des nouvelles techniques militaires se révéla être sans précédent permit l'accroître le pouvoir de l'Etat sur l'économie (commandes d'Etat).

L'effort de guerre, outre le fait qu'il se faisait avec la vie des travailleurs, impliqua une brutale détérioration des conditions d'existence du prolétariat.

Cette situation conduisit à la grande vague révolutionnaire de 1917-21, mettant en avant les formes qui réaliseraient la destruction de l'Etat bourgeois : les conseils ouvriers.

En Russie, pays encore féodal et techniquement arriéré au début du XXe siècle, la bourgeoisie embryonnaire se trouvait dans l'impossibilité de réaliser son émancipation politique au travers des formes traditionnelles du capitalisme.

Faute d'avoir pu s'étendre dans les autres pays plus développés économiquement, le processus révolutionnaire qui avait commencé en Russie et le fait que le pouvoir des travailleurs se trouva très vite éliminé au profit du parti bolchévik montrent ce que le "socialisme" [illegible] de la [illegible] et l'accumulation du capital se fondent d'ensemble sur une base étatique, sous le couvert d'un soi-disant socialisme.

- Le chien à deux têtes

De nos jours, la gestion du capital, (sous sa forme d'Etat ou privé) est de plus en plus assurée par une armée de hauts fonctionnaires, P.D.G. et administrateurs de toutes sortes, la propriété personnelle des moyens de production et d'échange n'étant plus une nécessité absolue à l'exercice du pouvoir.

A l'est comme à l'ouest sont intactes encore aujourd'hui les rapports de production entre la bourgeoisie d'un côté et salariés de l'autre, ainsi que l'accumulation du capital.

C'est donc le même ennemi que les travailleurs du monde ont à combattre.

L'émancipation des travailleurs passe nécessairement par la destruction des rapports marchands sur l'ensemble de la planète, destruction qui a son préalable dans celle de l'Etat, instrument privilégié de domination de la bourgeoisie.

Bibliographie

. Salaire, prix et profit de K.MARX (Ed Sociales)

GREVES SYNDICALES EDF

LES SYNDICATS force de conservation du système capitaliste

Pour les travailleurs de cette entreprise (sur 99000 agents: 46% d'ouvriers et d'employés, 42% d'A.M. et techniciens et 12% de cadres et ingénieurs) les dernières grèves-concernant les questions salariales- décidées centralement et controlées de bout en bout par les fonctionnaires des organisations syndicales oppositionnelles (1) se soldent pour eux par un échec.

Comme il est de nature après les grèves-bidons qui se succèdent depuis les nationalisations de 1946, le final syndical appelle au renforcement et au soutien des organisations syndicales qui maintiennent l'esclavage salarié en contribuant à l'accroissement de l'aliénation des travailleurs leur faisant accepter leur situation sociale comme normale au lieu qu'ils la subissent comme le résultat d'une contrainte, ce qui pourrait les amener à agir par eux-mêmes.

En plus, ces organisations-avec diverses méthodes- ont amené progressivement les travailleurs par le tremplin des grèves téléguidées(après avoir montré "leur détermination") à n'envisager qu'un seul recours: les élections; elles ont appelé aux urnes(voir les appels précis pro-P.C.F. et pro-Union de la gauche) et bien souvent au renforcement des partis(cellules d'entreprise), surtout dans le secteur nationalisé, le racolage par la pétition et par la réunion café-crème-croissant-remise-de-carte faisant fureur.

Pas touchés (les travailleurs) directement par la crise ?

L'absence de mécontentement visible ou d'action radicale d'ensemble vis-à-vis des syndicats malgré la chute de participation à ces dernières actions syndicales peut s'expliquer(voir paragraphe précédent) également par les motivations des salariés à leur entrée dans l'entreprise(venant des écoles de métiers E.D.F. ou non). Ceux-ci ont la "stabilité de l'emploi", ils "fuient la crise du privé", ils ont la possibilité de "faire carrière" quand ils y arrivent, alors "à quoi bon s'agiter". Il y en a (les défenseurs, les assistantes sociales syndicalistes diverses...)dans les différentes boutiques "qui sont payés pour ça", "c'est leur métier,qu'ils fassent le nécessaire". C'est le syndicalisme dans ce secteur qui de par sa propagande a cultivé et fertilisé ce terrain où pousse depuis 30 ans l'individualisme des syndiqués ou non, le pour soi et contre les autres, l'égoisme, la démissio n des travailleurs vis-à-vis des décisions concernant leurs intérêts(orga, formes d'action, objectifs). Tout celà régnant en maître dans les organisations syndicales comme dans l'or-

.../...

EDF - Les syndicats : force de conservation du système capitaliste

ganisation de l'entreprise. Alors qu'on ne s'étonne plus du nombre de syndiqués (décroissant pourtant...), de travailleurs ne soutenant que l'aspect "fric", ne voyant pas plus loin que le bout de leurs catégories, de leurs avancements, du déroulement de carrière, de leurs mutations(marché du travail interne à l'entreprise), de leurs primes de mariage, de reproduction ou de fécondité...en faisant "comme tout le monde" ou les"responsables qui s'y connaissent".

Ces travailleurs,"l'élite" "l'avant-garde des travailleurs en lutte actuellement...", comme se plaisent à le souligner les chefs syndicaux, ont été et sont enfermés dans un double carcan :

- les syndicats-maisons, catégoriels(CGT,CFDT,FO,CFTC,UNCM(UCT)), dispositif d'encadrement quasi-policier ne jurant que par le statut et les fameux "avantages acquis depuis la Libération",
- l'entreprise avec son organisation du travail non moins répressive, tatillonne, bureaucratique, s'appuyant sur un réseau d'agents de maîtrise et de cadres (quelques fois d'ouvriers et d'employés) zélés, toujours prêts pour appliquer les décisions de la direction(c'est leur rôle !) afin d'atteindre les objectifs fixés, à rechercher donc les méthodes d'exploitation(accroissement des charges de travail par l'aménagement technique du poste de travail à l'ensemble des services...) les plus au point par intérêts personnels et pour le système qu'il vise aussi à conserver.

"Une seule solution : la réelle négociation !" *(Les syndicats)*

Le résultat négatif pour les travailleurs de ces "actions" pourrait nous amener à dire : "Bien fait pour vos gueules !", mais nous ne participerions pas ainsi à l'effort d'analyse et de clarification à effectuer après une"action" dont nous sommes les victimes.

a) Les préparatifs aux agissements des organisations syndicales depuis Juillet 1977 :

- chaque année leur objet principal et le seul but de leurs actions est la négociation salariale (voir P.L.I.F. n°1), ce marchandage collectif (identique dans tous les pays "occidentaux", malgré la façade "lutte de classe" des syndicats)suivant le cirque revendicatif au niveau national. Il a comme préalable l'avalanche de propagande, les multiples réunions-assemblées-de-matraquage-verbal "préparant par services" ce qui est prévu à l'avance et annoncé à la radio par les fédérations (appareils permanents syndicaux d'industries jusqu'aux syndicats rémunérés à EDF par les directions).

Pour ces organisations syndicales de gôche, il était délicat d'accepter cette convention salariale en cette période où la crise économique internationale sévit et influe sur la PIB, les prix, les résultats de l'entreprise et avec un plan d'austérité gouvernemental dictant la marche à suivre aux directions en matière de salaires. Elles risquaient: - d'être probablement et peu-à-peu contestées par les travailleurs s'apercevant de leurs magouilles et de leur rôle parmi eux, du terrain sur lequel ils seraient entraînés,

- d'être déconsidérées par leur clientèle (cotisants) en tant que"managers" ou négociateurs de leur force de travail; la CFDT et la CGT n'acceptaient pas cette convention. Elles pouvaient choisir la diversion et reporter le mécontentement en partie sur les bonzes-émissaires que devenaient les"conventionnelles" telles FO, CFTC et l'UNCM, puis sur les directions et le gouvernement.

Il leur était possible d'enclencher la préparation aux grèves presse-boutons comme les années précédentes. De leurs bonzes et avec les structures syndicales, ces véhicules de mots d'ordre les plus divers, divergents avant de converger et de nouveau de diverger (cf.Etude de leurs discours-prochain numéro)-et il faut s'y retrouver!là encore peu de travailleurs s'y retrouvent...- s'adressaient aux travailleurs "les seuls à mener la lutte contre le pouvoir et son plan d'austérité", ces "masses"-disaient-ils-allaient connaître 6 mois "d'efforts...pour participer à cette tâche finalement exaltante et hautement responsable"(Extrait d'une lettre aux adhérents d'un syndicat CGT.13.12.77). *(à suivre)*

Note(1) voir prochain numéro.

Prochains articles *EDF-Grèves-.Discours et actions: syndicats, gauche,gauchistes, Etat,... .Les travailleurs (réflexions) -.Quelques perspectives.*

Textes d'hier et d'aujourd'hui

Extrait du journal L'INTERNATIONALISTE, organe de la fraction de la gauche communiste - Janvier 1947-

LE PATRONAT FAIT CONFIANCE A M. LEON BLUM

Ce numéro était déjà composé au moment où nous apprenions que le Gouvernement a décidé une baisse générale de 5% sur les prix.

Après avoir augmenté le gaz et l'électricité de 40%, les transports de 50%, le charbon, les postes, etc..., on veut diminuer de...5%...quels produits ?

Car la plupart des produits alimentaires, qui constituent le plus gros des dépenses d'un budget ouvrier, sont en vente libre !

La façon publicitaire dont cette nouvelle a été annoncée montre suffisamment que les mesures de "baisse" visent uniquement à un effet de propagande : il s'agit de produire le "choc psychologique" qui ferait avaler sans protestations aux travailleurs les dernières hausses de prix. Ce qui explique l'enthousiasme patriotique du Conseil du patronat français pour cette nouvelle mascarade du "socialiste" Blum. Ainsi, d'ailleurs, que les paroles du bonze confédéral Jouhaux : "Nous sommes prêts à diminuer nos prétentions (concernant le "minimum vital" de 7000 francs) dans la mesure où des baisses seraient obtenues".

"Notre délégation - a déclaré M. Georges Villiers, p^dt de l'organisation patronale - a marqué son désir d'assurer le chef du Gouvernement de son concours plein et entier le plus loyal dans la tâche difficile qu'il a courageusement entreprise. Elle a confirmé à M.Blum que le patronat français orienterait son activité en conformité avec les décisions de son gouvernement." "Nous faisons confiance à M.Blum. Notre devoir est de l'aider."(Combat, 21.12.1946).

LEON BLUM L'HOMME DU PATRONAT

M.Blum inspire une confiance totale à nos exploiteurs. Il a des titres pour cela. N'est-ce pas M.Blum qui en 1936, réussit à ligoter la classe ouvrière dans le maquis juridique des accords Matignon, à étrangler le mouvement gréviste et à rendre courage aux patrons affolés devant l'offensive ouvrière ? Ne s'est-il pas vanté plus tard, devant la commission d'enquête de Riom, d'avoir sauvé l'Etat d'une révolution sociale ? C'est pourquoi aujourd'hui, M.Blum est revenu. Dans des circonstances difficiles, "pour une tâche difficile", comme dit si bien M.Villiers du patronat.

La tâche de "donner enfin un Gouvernement à la France" et de prendre les mesures financières d'urgence que la "bonne marche" de cet Etat réclamait.

Car il s'agit toujours de poursuivre le fameux relèvement de la France. Ce relèvement qui, depuis deux ans, a déjà coûté tant de sacrifices à la classe ouvrière, au nom duquel les bénéfices patronaux grossissent et le niveau de vie des travailleurs diminue sans cesse; ce relèvement pour lequel tous les partis-de droite ou de gauche et C.G.T. y comprise- se trouvent en parfait accord.

Aussi le nouveau gouvernement a-t-il été appuyé par toutes les formations politiques du P.R.L. au P.C.F.

LES MESURES FINANCIERES D'UN MINISTERE «SOCIALISTE HOMOGENE»

Le Gouvernement vient d'annoncer les premières mesures financières applicables à partir du 1er Janvier : augmentation du prix des communications téléphoniques, télégraphiques et postales, du métro, autobus, du tabac, augmentation du prix des chemins de fer de banlieue (u tilisés surtout par les travailleurs) et relèvement de 13% sur les tarifs de transport des marchandises par la S.N.C.F., ce qui naturellement, signifie augmentation de 13% du prix de ces marchandises elles-mêmes. Augmentation des prix du charbon, du gaz et de l'électricité. En réalité : AUGMENTATION GENERALE DE TOUS LES PRODUITS.

Pas besoin d'être expert économique pour comprendre que ce sont les salariés qui, une fois de plus, vont supporter le poids des nouvelles mesures annoncées : dans quelques jours, les bourses ouvrières seront un peu plus vides, les tables ouvrières un peu moins garnies, la misère ouvrière plus grande.

Le ministère "socialiste homogène" ne fait que poursuivre LA MEME politique d'oppression et d'exploitation des masses laborieuses que les précédents ministères tripartites avaient si bien appliqués.

ET LA C.G.T. ?

C'est dans de telles circonstances que la soi-disant organisation de defense des travailleurs, la C.G.T., ose encore demander de nouveaux sacrifices à la classe ouvrière, ose réduire le minimum vital, estimé par elle-même à 103.800fr. par an au chiffre dérisoire de 84.000 francs, soit 7.000 fr. par mois !

Après avoir constaté que "le minimum vital s'élèverait à 103.800 fr. par an" le communiqué du Bureau Confédéral poursuit ainsi :"Pour tenir compte de la situation économique d'après guerre, et de l'état actuel de la production nationale, la commission a été chargée par le Bureau confédéral d'examiner DANS QUELLE MESURE ET JUSQU'A QUEL POINT CE CHIFFRE POUVAIT ETRE REDUIT sans mettre en péril la santé et LA CAPACITE DE PRODUCTION DES TRAVAILLEURS". Le communiqué donne ensuite le chiffre de 7.350 fr. par mois, soit 88.200 fr. par an, mais ajoute : "Elle a estimé en conséquence que le minimum au-dessous duquel il était impossible de descendre atteignait 84.000 fr. par an". C'est-à-dire quelle a encore arrondi le chiffre au détriment des salariés. Pour la bureaucratie cégétiste, il ne s'agit pas de revendiquer, de défendre les travailleurs en exigeant des conditions de vie meilleure, il s'agit...d'établir un minimum de famine afin de CONSERVER LEUR CAPACITE DE PRODUCTION AUX SALARIES. Autrement dit : réduire la portion au strict minimum nécessaire pour que l'ouvrier ne crève pas. Et pas un sou de plus !

Bien entendu, on fera sonner la grosse caisse, miroiter les promesses...

Minimum vital et conventions collectives seront présentées comme des"conquêtes" difficilement arrachées... Il faut bien empêcher une riposte ouvrière aux mesures du Gouvernement affameur ! Il faut bien empêcher la grève et l'action directe des travailleurs ! Il n'y a pas aujourd'hui de meilleurs serviteurs des patrons que ces soi-disant "représentants de la classe ouvrière".

Pas de minimum vital de famine !

Action directe contre le patronat et son Etat !

Mais la classe ouvrière ne peut et ne doit tenir aucun compte des "minimum" établis par ses pires ennemis : les patrons et leurs valets les dirigeants syndicaux; elle ne doit tenir aucun compte des décisions prises par l'Etat des exploiteurs en matière de salaires. L'intervention du Gouvernement n'a et ne peut avoir qu'un seul sens : celui de protéger les intérêts des capitalistes qu'il représente. La fixation des salaires par l'Etat n'a-t-elle pas été une des premières mesures appliquées par les gouvernements fascistes en Allemagne et en Italie ?

Au moment où les députés viennent de s'octroyer 25% d'augmentation de leurs traitements, où l'on dépense des sommes importantes pour poursuivre le brigandage en Indochine, les mesures du Gouvernement constituent une provocation à la misère ouvrière, le "minimum vital" de la C.G.T. une moquerie.

La parole est aux travailleurs. Des exemples récents ont encore prouvé que seule l'action directe constitue une arme efficace pour faire triompher les revendications ouvrières. L.MAILLE

"Vous êtes ici parce que vous avez manqué d'humilité, de discipline personnelle. Vous n'avez pas fait l'acte de soumission dont le prix est la santé mentale. Vous avez préféré être un fou, un minus habens. L'esprit discipliné peut seul voir la réalité, Winston. Vous croyez que la réalité est objective, extérieure, qu'elle existe par elle-même. Vous croyez aussi que la nature de la réalité est évidente en elle-même. Quand vous vous illusionnez et croyez voir quelque chose, vous pensez que tout le monde voit la même chose que vous. Mais je vous dis, Winston, que la réalité n'est pas extérieure. La réalité existe dans l'esprit humain et nulle part ailleurs. Pas dans l'esprit d'un individu, qui peut se tromper et, en tout cas, périt bientôt. Elle n'existe que dans l'esprit du Parti, qui est collectif et immortel. Ceque le Parti tient pour vrai est la vérité. Il est impossible de voir la réalité si on ne regarde avec les yeux du Parti. Voilà le fait que vous devez rapprendre, Winston. Ilexige un acte de destruction personnelle, un effort de volonté. Vous devez vous humilier pour acquérir la santé mentale."

_ EXTRAIT DE "1984" DE GEORGE ORWELL _

BIBLIOGRAPHIE (suite)

situation des paysans et à ses répercussions sur les revendications des cronstadtiens. En outre, le texte de Skirda est suivi de témoignages des cronstadtiens eux-mêmes qui constituent un apport fondamental pour celui qui souhaite s'informer plus largement.

---

* La revendication de rétablissement partiel du commerce fera couler beaucoup d'encre. Cette revendication visait avant tout à rétablir un système de distribution cohérent. Quant aux paysans, ils n'avaient pas attendu Octobre pour réorganiser la production sur des bases collectives. Après Octobre, des insurrections telles que celle de l'Ukraine vinrent prouver que les paysans n'avaient pas oublié les principes d'alors. Si les cronstadtiens avaient été suivis, personne ne peut présumer négativement, dans ces conditions, de la tournure éventuelle des évènements.

LIVRES cités ci-dessus :

- La Commune de Cronstadt de Ida METT . Cahiers SPARTACUS, série B n° 87, Dec. 77
- Kronstadt 1921 de Alexandre SKIRDA . Editions de la Tête de Feuille

Pourquoi ce bulletin ?

Le chômage, la baisse du niveau de vie... sont les réalités que vivent de plus en plus les travailleurs.

Les résultats des luttes revendicatives ne peuvent plus être qualifiés de "victoires". Ce que l'on obtient-quand on obtient quelque chose- est repris de plus en plus rapidement par l'augmentation du coût de la vie (aliments, tarifs publics, etc...).

Les luttes contre les licenciements se soldent par des défaites maquillées en victoires par les syndicats même quand ceux-ci acquièrent le droit de les gérer avec les patrons.

Le CAPITAL au niveau mondial ne peut plus accorder de façon DURABLE des améliorations à la condition des travailleurs.

Cette situation est lourde de possibilités d'explosion sociale, aussi les gérants du Capital dans la crainte de voir apparaître au niveau politique la classe ouvrière sont contraints de tout faire pour dévoyer les travailleurs sur le terrain pourri de la politique bourgeoise (électoralisme, nationalisme, et toutes les mystifications démocratiques telles que l'autogestion, etc... qui visent en fait à faire croire aux travailleurs qu'en gérant eux-mêmes la production marchande ils détruiront le capitalisme).

Toute cette propagande influe sur le niveau de la lutte de classe et donc sur les possibilités d'intervention des travailleurs révolutionnaires.

Elle impose d'une façon pressante l'échange d'informations et la création de liaisons entre travailleurs révolutionnaires.

Par travailleurs révolutionnaires nous entendons tous ceux qui organisés ou isolés se situent sur les positions de l'ABOLITION DU SALARIAT ET DU CAPITAL et qui au-delà des appellations : autonomes, communistes, libertaires sont en opposition avec les objectifs, les formes d'intervention et d'organisation des syndicats, de la gauche et des gauchistes.

Les liaisons, l'information directes entre travailleurs révolutionnaires n'existent pas actuellement et si nous constatons dans certains journaux par des articles sur des luttes des prises de positions, l'émergence de groupes de travailleurs et si les adresses de certains de ces groupes sont connues, les liaisons et l'information s'effectuent au coup par coup, de bouche à oreille... ce qui retarde le développement de ce mouvement.

Par ce BULLETIN nous voulons favoriser les échanges d'informations, la réflexion, les prises de positions mêmes contradictoires qui permettront la clarification politique et une meilleure connaissance des groupes et camarades isolés afin de sortir du localisme et de comprendre dans quelles conditions se déroulent les interventions de chacun..

Ce bulletin devrait permettre une intervention vers les travailleurs combatifs, ce moyen devenant le complément de tracts ou le suppléant en l'absence de ceux-ci.

B.L.E.T.

CORRESPONDANCE uniquement, ECRIRE à :
c/o LIBRAIRIE PARALLELES
47, rue St Honoré — PARIS 75001